

Transparence, éthique, solidarités, choisir des élu·es à votre écoute !

COMMISSION RECHERCHE

La **CFDT Education Formation Recherche Publiques** vous propose de voter pour des collègues qui défendent **les valeurs et les principes du service public d'un enseignement supérieur et de la recherche de qualité et équitable, des principes de gestion sains et transparents, des modes de décision collégiaux.**

À ce titre, les élus de la CFDT veilleront au respect de la déontologie en votant contre toutes formes de conflits d'intérêts potentiels. La CFDT soutiendra des critères d'évaluation transparents et le plus objectifs possibles, qui prennent en compte la diversité des éléments composant le métier d'enseignant-chercheur, pour garantir un accès équitable à l'ensemble des promotions.

Face aux formes d'évaluation purement bibliométrique de la recherche, il est important de prendre en compte les conditions réelles de travail, très variables, dans les différents laboratoires, dans une dynamique de travail collégial où le scientifique, le pédagogique et l'administratif ne peuvent pas fonctionner l'un sans l'autre.

C'est une condition nécessaire pour promouvoir le rayonnement de la recherche, par la valorisation des efforts de tous les corps qui la composent, aussi bien au niveau local que national et international.

L'université a besoin d'une vision à moyen et long terme qui donne aux personnels et aux étudiants des perspectives ambitieuses et motivantes. Pour cela, **notre université doit encourager les sciences dans leur diversité et dans tous les domaines disciplinaires.** Dans un contexte national et international contraint et compétitif, nous défendons nos pratiques disciplinaires, leur richesse, dont il faut préserver la variété thématique tout en faisant rayonner notre établissement aux échelles nationale, européenne et internationale.

Nous soutenons la diversité des parcours et l'indépendance de la recherche, à un moment où les transformations du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche se complexifient.

Cette pluridisciplinarité de notre université est un atout pour la formation doctorale et la valorisation de tous les travaux de recherche, qui peut faciliter les collaborations interdisciplinaires et inter-composantes en formation et en recherche. En ce sens, le projet Loire Val-Health est un outil qui construit cette pluridisciplinarité.

La CFDT entend mettre son sens du dialogue, de l'écoute et de la bienveillance au service de notre université pour obtenir des résultats concrets, face à des évolutions professionnelles qui tendent à individualiser les carrières.



Pouvoir agir pour débattre et proposer collégalement,



Pouvoir agir pour faire vivre une université pluridisciplinaire, riche de sa diversité scientifique et pédagogique,



Pouvoir agir pour la reconnaissance de tous les personnels.



Collège des docteurs – secteur Sciences et technologie (secteur 3)

**Xavier Martin, MCF en 29e section (S&T),
UMR Institut Denis Poisson**

Collège des HDR – secteur Sciences Humaine et Sociales (secteur 2)

**Servane Barrault, MCF HDR en 16e section (ASH),
UR Qualipsy**

Collège des autres personnels (Biatss)

**Milica Vidakovic, (Plat d'Etain)
Direction de la transition écologique
et de la responsabilité sociale**



Avec la CFDT, une parole libre. Avec la CFDT, des élu·es indépendant·es.

Un changement dans les modalités de gouvernance

L'année 2025 a été marquée par la fusion de la vice-présidence de la commission Recherche avec la présidence du Conseil Académique dont une des responsabilités est de gérer les carrières des enseignants-chercheurs dans sa formation restreinte.

La CFDT Education Formation Recherche Publiques défend au contraire la séparation entre une vice-présidence Recherche qui anime les débats et porte les orientations scientifiques de l'établissement et une présidence qui gère les carrières des EC.

Mise en place d'un outil de gestion Dialog

Ce nouvel outil déployé auprès de toutes les UR a été mis en place dans le cadre de la campagne des emplois 2026. Il devrait permettre d'harmoniser les demandes des unités de recherche, notamment en matière d'emplois. Il vise à fluidifier les relations contractuelles.

La CFDT Education Formation Recherche Publiques demande que les remontées notamment en termes d'emplois soient présentées au CAC et au CSA dans le cadre de l'étude des politiques d'emplois.

La CFDT ne souhaite pas opposer l'enseignement et la recherche dans la définition de la politique d'emplois. Cette politique doit s'inscrire pleinement dans la double mission de l'université : la recherche et l'enseignement.

Les agents : des simples numéros ?

Lors de la commission Recherche du 23 septembre 2025, le vice-président a fait le point sur la situation de Citeres, une des principales unités de recherche pluridisciplinaires de l'université de Tours au regard des orientations annoncées « officieusement » de l'INHS CNRS de se désengager de cette UMR avec des conséquences humaines et scientifiques.

La méthode employée par le CNRS et de la déshumanisation des relations professionnelles ont suscité **la colère de la CFDT.**

La CFDT a dénoncé dès le mois de juillet une annonce qui a fait fi de la procédure interne et de l'absence d'échanges avec la direction de l'université.

La condamnation ferme de l'université sur la méthode employée est sans équivoque mais elle doit permettre aussi à notre employeur de s'interroger sur ses propres méthodes dans ses projets de réorganisation de service.

Agir pour l'emploi public et la reconnaissance de tous les métiers

Parce que la politique de financement de la recherche est trop souvent une politique de création d'emplois précaires, **la CFDT a obtenu l'ouverture d'une négociation** sur l'emploi contractuel et les salaires prenant en compte l'expérience professionnelle, l'expertise scientifique, la nature des métiers en tension.

La CFDT souhaite également que l'université travaille avec les organismes de recherche sur la pérennisation des emplois contractuels scientifiques (CDI et CDI de mission).

Les revendications de la CFDT

- Mise en place d'un cadre de rémunérations prenant en compte l'expérience professionnelle et l'expertise,
- Ouverture de tous les supports d'emplois d'Etat vacants à la mobilité et au concours,
- Cdification après deux ans d'ancienneté et sans année blanche en 2026
- Mise en place d'un plan de formation d'accueil des nouveaux agents.



L'équipe présidentielle a maintenu les orientations stratégiques autour de l'agenda stratégique de transformation écologique et sociale en matière de réduction de notre empreinte carbone en rappelant notamment les bonnes pratiques dans la mise en place des congrès et colloques ou en maintenant la fermeture de l'établissement lors de la pause de février (malgré une consultation qui a suscité beaucoup d'interrogations de la CFDT).

Mais en même temps, l'université vient de passer un marché public de plus de trois millions d'euros avec TotalEnergies pour la fourniture d'électricité sur deux ans via la Direction des achats de l'Etat alors même que cette multinationale vient d'être condamnée pour « greenwashing ».

En effet, la justice française a partiellement condamné, jeudi 23 octobre 2025, TotalEnergies pour avoir commis des « pratiques commerciales trompeuses » en communiquant sur son « ambition d'atteindre la neutralité carbone » et son objectif de devenir « un acteur majeur de la transition énergétique ». Le tribunal a estimé que ces messages environnementaux « étaient susceptibles d'altérer le comportement d'achat du consommateur » et « de l'induire en erreur », notamment en laissant croire que la compagnie pétrolière pourrait atteindre la neutralité carbone en 2050 tout en continuant à augmenter sa production de pétrole et de gaz. (source Public Sénat).